

Le Président de la Communauté de Communes des Villes Sœurs ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 ;

**VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune du Tréport approuvé le 20 décembre 2007 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune du Tréport ;

**VU** le courrier du 07 décembre 2017 reçu le 13 décembre 2017 de Madame la Préfète de Seine-Maritime adressé à Monsieur le Président l'invitant à procéder à une mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Tréport dans un délai de 3 mois ;

**VU** l'arrêté annexé de Madame la Préfète ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er**

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune du Tréport est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, la nouvelle servitude est intégrée au PLU dans les documents de servitudes d'utilité publique :

- Arrêté du 21 juillet 2017 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune du Tréport
- Cartographie annexée à cet arrêté

**ARTICLE 2**

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public au siège de la communauté de commune le 22 janvier 2018. Une copie a été adressée à la commune pour mise à jour de ses documents.

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera affiché au siège de la communauté de communes des Villes Sœurs durant un mois.

**ARTICLE 4**

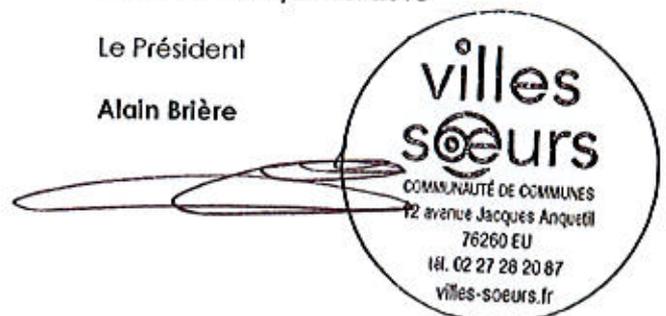
Un exemplaire de la présente décision sera adressé à :

- Madame la Préfète de Seine-Maritime,
- Monsieur le Sous-Préfet de Dieppe,
- Monsieur le Maire du Tréport

Fait à Eu, le 22 janvier 2018

Le Président

Alain Brière





Vu pour être annexé  
à l'arrêté du 22  
juin 2018

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE  
NORMANDIE

Service Risques

Affaire suivie par Philippe LOZET

Tél. : 02 35 52 32 61

Courriel : philippe.lozet@developpement-durable.gouv.fr



**Arrêté préfectoral du 21 JUIN 2017**  
**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour**  
**des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits**  
**chimiques sur la commune de Le Tréport**

**La Préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,**  
**Officier de la Légion d'honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31 ;
- Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu le décret du Président de la République du 16 février 2017 nommant M<sup>me</sup>. Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu l'arrêté n°17-21 du 6 mars 2017 portant délégation à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, du 10 mai 2017 ;
- Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 13 juin 2017 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur le 22 juin 2017 ;
- Vu les observations présentées par le transporteur sur ce projet, par courrier en date du 22 juin 2017.

**Considérant** que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R. 555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L. 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte<sup>(1)</sup> jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

### Article 2

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du Code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

### Article 3

Conformément à l'article R. 555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme opérationnel délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

### Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L. 151-43, L. 153-60, L. 161-1 et L. 163-10 du code de l'urbanisme.

### Article 5

En application du R. 555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime et adressé au maire de la commune de Le Tréport.

### Article 6

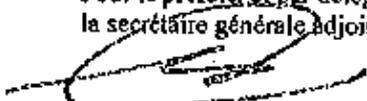
Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de Le Tréport, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz.

Fait à ROUEN, le 21 NOV. 2017

Pour la préfète, et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe,

  
Agnès BOUTY-TRIQUET

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Seine-Maritime
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
- l'établissement public compétent ou la mairie concernée

ANNEXE1

Vu pour être annexé à mon arrêté en date du :

21 Mars 2017

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances S.U.P. associées

21 Mars 2017  
la préfète

Commune de Le Tréport (code INSEE : 76711)

la Préfète et par délégation,  
la Secrétaire Générale Adjointe

Agnès BOUTY-TRIQUEY

- Ouvrages traversant la commune

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
DN100-1969-MERS-LES-BAINS-MERS-LES-BAINS(CI ST GOBAIN)	67,7	80	1	Enterrée	15	5	5
DN100-1969-MERS-LES-BAINS-MERS-LES-BAINS(CI ST GOBAIN)	67,7	100	109	Enterrée	25	5	5
DN100-1979-MERS-LES-BAINS-LE-TREPORT(DP)	67,7	80	0,2	Enterrée	15	5	5
DN100-1979-MERS-LES-BAINS-LE-TREPORT(DP)	67,7	100	446	Enterrée	25	5	5
DN150-1976-BOURSEVILLE-MERS-LES-BAINS	67,7	150	226	Enterrée	45	5	5

- Installations annexes situées sur la commune

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

Nom de l'installation	Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation)		
	SUP1	SUP2	SUP3
76711-LE-TREPORT-01(DP)	35	6	6
76711-LE-TREPORT-02(CI SGD)	35	6	6

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

- Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

Nom de l'installation	Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation)		
	SUP1	SUP2	SUP3
80533-MERS-LES-BAINS-01(DP)	45	6	6

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

**ANNEXE 2**

*Représentation cartographique des zones de servitude SUP1*



